

Les comparaisons abusives et manipulatoires

L'un des procédés idéologiques les plus couramment employés dans le discours des Alterjuifs comme des antisionistes est la surdimensionalisation de la réalité du conflit du Proche-Orient et sa métaphorisation dans la signalétique de la seconde guerre mondiale et de la Shoa. Cette manipulation lui confère une ampleur sans commune mesure avec sa réalité et, par le biais de la Shoa, permet, croit-on, de prendre Israël en défaut de sa propre nature, de le condamner en son nom même. La victime absolue devenue bourreau (absolu donc) est encore plus odieuse.

La vérification par les données statistiques et objectives des termes de la comparaison permet de démontrer facilement la manipulation et de la renvoyer à son néant.

Les métaphores les plus répandues sont au nombre de trois : la Shoa, les réfugiés, les territoires occupés.

Si la référence est la seconde guerre mondiale, c'est de façon sélective néanmoins. On a « oublié », par exemple, que le chef du nationalisme arabo-palestinien, comme tout le courant nationaliste arabe, soutenait les puissances de l'Axe, le mufti de Jerusalem, Hadj Amine El Hussein, le grand père de Leila Shahid, allant même jusqu'à devenir une personnalité du régime nazi, levant une légion islamique en Yougoslavie. Les Palestiniens étaient dans le camp de l'Allemagne nazie. Une littérature de recherche considérable existe sur ce sujet, complètement occulté en France.

La Shoa

Quel rapport entre la Shoa et la Nakba, ce substitut de la Shoa avec lequel on tente de plomber la naissance de l'Etat d'Israël d'un « péché originel » ? Dans la Shoa (« la catastrophe »), des individus juifs citoyens de tous les pays européens ont été dépouillés de leur citoyenneté parce qu'ils étaient juifs et exterminés en masse, au terme d'un processus d'exclusion (diabolisation idéologique, Lois de Nuremberg, statut des Juifs, recensement, déportation). Cette population était civile, sans défense face à la politique d'Etat : 6 millions de morts. La Nakba (« la catastrophe »), qui désigne le départ, ou dans certains cas l'expulsion, des populations arabes vivant dans la Palestine mandataire, oppose des collectivités politiques en état de guerre : le Yishouv sioniste et la communauté arabe de Palestine.

Le choc se produit dès 1947 après que le mouvement nationaliste arabe a rejeté le plan de partage du pays voté par l'ONU. Le Yishouv l'accepta quoiqu'il ne lui était pas favorable. Une vague d'attentats frappa alors les Juifs occasionnant plusieurs centaines de morts. Elle avait à vrai dire commencé dès les années 1920 avec comme apogée le pogrom de Hébron en Aout 1929 (67 morts et 60 blessés).

Cette attaque culmina dans la guerre de 1948, déclarée par six Etats arabes contre l'Etat d'Israël naissant. Cette guerre fit de 1947 à 1949, 6 373 morts israéliens.

Un phénomène singulier

C'est parce qu'ils ont été défaits dans une guerre déclenchée par eux-mêmes que les Arabes palestiniens ont fui ou, selon les cas, ont été chassés, ou encouragés par leurs alliés à partir : 725 000 selon l'ONU (600 000 selon Israël). 160 000 d'entre eux sont restés en Israël ou y sont retournés en 1949.

C'est du fait d'une guerre déclenchée par eux et qu'ils ont perdue que les Palestiniens sont devenus des réfugiés. La Nakba est à l'opposé de la Shoa, qui, elle fut provoquée sans aucune justification.

On évoque de façon récurrente (parce qu'il n'y a eu qu'une occurrence de ce type) un « massacre » commis durant la guerre de 1948 par les sionistes en le surdimensionnant : Deir Yassine. 110 morts. Cet événement a été utilisé idéologiquement par toutes les parties au conflit, y compris les clans rivaux du mouvement sioniste. Ce ne fut pas un massacre prémédité mais une bataille cruelle dans une guerre cruelle : le village avait une position stratégique sur la route de Jérusalem, soumise à un blocus visant à affamer la population juive. Le signe qui nous le montre, c'est que les troupes sionistes (deux mouvements paramilitaires, le Etzel et le Lehi) y perdirent le tiers de leurs effectifs. Quelques jours plus tard un convoi médical juif se rendant à l'Hopital Hadassa de Jérusalem fut exterminé. 70 morts. Massacre ?

Les réfugiés

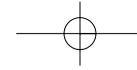
A la même époque, sous l'effet conjugué de l'effervescence nationaliste arabe et de son exploitation de la cause palestinienne, les

populations juives du monde arabe sont chassées ou poussées au départ : 900 000 Juifs perdent leurs foyers. 600 000 d'entre eux s'installent en Israël¹.

Un nouvel ordre mondial se met en place : les échanges de populations sont massifs et vont s'amplifier en Europe centrale, en Asie, en Afrique. Des millions de personnes sont concernées. En Europe, près de 12 millions de personnes furent déplacées en Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie et Yougoslavie... Il n'y a que les Palestiniens à être restés des « réfugiés » 60 ans après², de façon quasi héréditaire. Ce cas unique trouve son explication dans la politique des États arabes qui ont entretenu cette plaie sur le flanc d'Israël tout autant que du système international. Une agence de l'ONU, différente du Haut Commissariat aux Réfugiés, chargé de la gestion des réfugiés du monde entier, l'UNWRA, fut spécifiquement créée pour les Palestiniens et contribua en fait à les maintenir dans cet état³. Les 600 000 réfugiés juifs du monde arabe furent intégrés, tant bien que mal, de même que les réfugiés du monde entier dans leurs pays d'accueil. Pas les réfugiés palestiniens.

Les territoires occupés

Le terme même de « territoire occupé » se réfère directement à l'occupation allemande, tout comme celui de Grand Israël (le « Grand Reich »). « Colons » fait référence au colonialisme, l'expansion d'Israël hors de son trop petit territoire rappelle le « lebensraum ». Les « camps de réfugiés » renvoient aux camps de concen-



tation, les « territoires autonomes » aux Bantoustans et donc à l'apartheid (« le mur »). On a oublié que le territoire en question est extrêmement minuscule (la Cisjordanie fait 70 km de large), la frontière la plus étroite d'Israël, au centre vital du pays, a 14 km de large, et que les populations en présence sont très petites : 7 millions d'Israéliens (dont 1 million d'Arabes) face à 5-6 millions de Palestiniens.

Il faut ramener les problèmes à leur juste proportion.

La Cisjordanie et Gaza ne sont pas juridiquement des territoires palestiniens occupés. Il n'y a jamais eu d'État palestinien, tout simplement parce que les Palestiniens et tout le monde arabe ont refusé le plan de partage de l'ONU. La Cisjordanie a été envahie par la Jordanie, Gaza par l'Égypte en 1948. La frontière s'est fixée là où leurs armées ont été stoppées dans leur avance.

Le cessez-le-feu de 1949 a alors arrêté la frontière, une frontière non définitive puisque non confirmée par un traité de paix qu'ont refusé les Arabes.

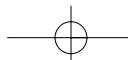
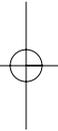
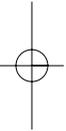
La nouvelle guerre d'extermination lancée contre Israël en 1967 a échoué et les lignes de cessez-le-feu ont été repoussées. Elles sont devenues des frontières après la signature d'un traité de paix avec la Jordanie et l'Égypte qui y ont donc renoncé. Le problème de leur statut final devenait alors un problème intérieur d'Israël. L'Autorité palestinienne est une création du « processus » d'Oslo. La guerre d'Oslo a démontré que l'OLP était irrédentiste et qu'elle voulait toute la Palestine. Son acceptation d'Oslo était une étape

de son « plan par étapes », pour conquérir tout le territoire. Le refus du plan Barak en 2000 et la guerre terroriste lancée alors le démontrent.

La stratégie de plan « par étapes » fut élaborée en 1974 et entérinée par le Conseil National Palestinien en 1988 comme base des accords intérimaires. Arafat s'en reommande en 2001. Elle décide d'accepter toute parcelle de terre libérée comme base de conquête ultérieure de toute la terre.

Le principe « paix contre territoires » n'a jamais été appliqué à travers l'histoire des relations internationales dans le sens qu'on lui donne aujourd'hui. Le vainqueur d'une guerre, encore plus si il n'en est était pas la cause, annexait les territoires alors conquis. Ce principe n'a de sens que dans la terminologie islamique, concernant le statut des dhimmis, des populations non musulmanes conquises lors de l'invasion arabe du 8^e siècle qui perdaient leurs terres au profit des envahisseurs dont elles devenaient les métayers, en échange de la sauvegarde de leur vie.

Vous avez dit « territoires occupés de Cisjordanie » ? Mais alors quid du Sahara occidental occupé et annexé par la Maroc ? Quid de la bande d'Aouza prise par la Lybie sur le Tchad ? Quid du corridor de Dantzig devenu Gdansk polonais, de la Ruthénie annexée par l'URSS en 1945, des Territoires de Transjordanie et du Yemen annexés par l'Arabie Saoudite dans les années 1920, de la presqu'île de Sakhaline prise au Japon par l'URSS en 1945, de l'Arizona, du Nouveau Mexique, de la Californie du Sud, de l'Alabama pris au Mexique au XIX^e siècle, etc ?



Un phénomène singulier

Vous avez dit mur d'apartheid ? Que dites-vous du mur entre l'Inde et la Cachemire (724 km contestés sur 230 km agréés, occasionnant le déplacement de 3 millions de personnes), l'Inde et le Bangladesh, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan, l'Espagne et le Maroc, la Turquie et la Syrie, le Botswana et le Zimbabwe, les Etats-Unis et le Mexique ?

Deux poids, deux mesures : Jénine-Varsovie

Au plus fort de la guerre d'Oslo, la bataille de Jénine a donné lieu à des comparaisons abusives. Jénine fut couramment comparée au ghetto de Varsovie. On connaît le fameux mot de José Saramago, prix Nobel de littérature : « un crime qui peut être comparé à Auschwitz ». *Le Monde* du 2 mai 2002 publia un dessin mettant en rapport « Varsovie 1943 et Jenine aujourd'hui » avec pour légende « L'histoire a une curieuse façon de se répéter ». A Varsovie, les Juifs polonais, parce que Juifs se sont vus séparés de leurs concitoyens, enfermés dans un ghetto où ils étaient voués à l'extermination. 406 671 personnes furent vouées à la mort, tuées (56 065), mortes de malnutrition et d'épidémies, déportées.

A Jénine, baptisée par les Palestiniens « capitale des Shahids », c'est à dire des hommes-bombes, on décompta 52 morts palestiniens et 23 morts israéliens au terme d'une bataille très rude provoquée par une escalade d'agressions perpétrées par l'autorité Palestinienne sur les civils israéliens, ayant fait 120 morts et plusieurs centaines de blessés, dont l'attentat de Natanya au

soir de la Pâque, où 29 personnes furent tuées. Les documents saisis à Ramallah dans le palais d'Arafat ont montré l'implication directe de l'Autorité palestinienne.

Le rapport de l'ONU d'août 2002 a dénoncé les combats qui ont eu lieu dans des zones densément peuplées par des civils, « en grande partie à cause des groupes armés palestiniens recherchés par Tsahal pendant son incursion qui avaient placé leurs combattants et leurs installations parmi les civils », relevant que « les Palestiniens armés sont supposés avoir largement piégés les maisons civiles – cherchant à viser les soldats de Tsahal, mais ont aussi mis en danger les civils ».

Jean-Yves Kanoui

notes

1. Cf. S. Trigano (ed) *L'exclusion des juifs des Pays arabes*, Pardès 34/2003, Editions In Press
2. Raphaël Israeli, « La confrontation des deux revendications. L'éclairage des moeurs internationales sur les échanges de population » in *Pardès*, op. cit.
3. Avi Beker, « La perpétuation d'une tragédie : les Nations unies et les réfugiés palestiniens », in *Pardès*, op. cit.